

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRISSE

2 RUE JB PERRIN
ZI du Capiscole - CS 60714
34536 Béziers

Références : 2026-04-141
Code AIOT : 0006600573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement TERRISSE implanté Pied Bouquet 30260 Liouc. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRISSE
- Pied Bouquet 30260 Liouc
- Code AIOT : 0006600573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière TERRISSE est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 23 juillet 2025 portant renouvellement et extension à exploiter une carrière de calcaires sur le territoire de la commune de Liouc. Le gisement est utilisé pour la production de granulats pour la fabrication de béton. Le site appartient au groupe Soulages qui possède également une autre carrière et des installations de fabrication de béton prêt à l'emploi.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Dispositions particulières aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 5.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Fronts d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
4	Disposition contre les pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 3.4.2	Sans objet
5	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 5.2	Sans objet
7	Phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection portait sur l'arrêté préfectoral portant renouvellement et extension du site afin notamment de vérifier les dispositions applicables aux installations prescrites par cet arrêté.

Il a pu être constaté plusieurs non-conformités devant faire l'objet d'actions correctives :

- absence de mesure des vibrations lors du dernier tir de novembre 2025,
- absence de bornage au niveau de l'extension du site,
- absence d'entretien du séparateur d'hydrocarbures,
- non respect de la limite à 15 mètres d'un des fronts,
- non respect des dispositions relatives aux accès au site.

Compte tenu du délai nécessaire pour la mise en conformité du site à ces dispositions, il est proposé à monsieur le préfet du Gard de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à ces dispositions dans les délais précisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'exploitation
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté par sondage la présence de blocs bétons et piquets matérialisant la limite d'autorisation sur le côté Est de la carrière. Cependant, la zone autorisée en extension par l'arrêté préfectoral de juillet 2025 n'a pas fait l'objet d'un bornage, d'autant que l'exploitant a débuté des travaux d'accès à la zone. Il est donc proposé à monsieur le préfet du Gard de mettre l'exploitant en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié. Par ailleurs, aucune borne de nivellement n'est implantée sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera de la nécessité ou non d'implanter une ou plusieurs bornes de nivellement sur son site dans un délai de 3 mois. Il est attendu par ailleurs que l'exploitant se mette en conformité aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatives à l'obligation de bornage du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan du site réalisé le 9 décembre 2025. Ce plan fait figurer les limites de l'autorisation ainsi que les côtes de fond et de bord de fouille ainsi que les courbes de niveau. Le plan ne fait pas figurer les abords du site dans un rayon de 50m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera lors de l'élaboration du prochain plan d'exploitation du site de la présence de la zone de 50 mètres autour du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de rétention.

L'exploitation de la carrière ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres

surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le site est isolé hydrauliquement des eaux pluviales extérieure par la construction d'un merlon périphérique ou d'un fossé périphérique avec des matériaux imperméables.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté la présence d'un bassin de rétention au bas du site. Des merlons sont positionnés en périphérie afin d'isoler autant que possible le site des eaux pluviales et d'éviter qu'elles ne ruissellent sur les zones susceptibles d'être polluées.

Concernant l'aire de ravitaillement et de stationnement des engins, une dalle béton est présente devant l'atelier de stockage du carburant. Cette aire dispose d'un point bas de collecte des eaux pluviales relié à un séparateur d'hydrocarbures.

L'exploitant a indiqué avoir fait entretenir ce séparateur en dernier lieu en 2022. Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de boue dans le regard d'entrée du séparateur.

Compte tenu des constats terrains et des informations communiquées par l'exploitant, le dispositif de traitement des eaux pluviales en aval de l'aire de stationnement et de ravitaillement des engins n'a pas fait l'objet d'un entretien suffisamment régulier.

Il est proposé à monsieur le préfet du Gard de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant se mette en conformité avec les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2025 relatives à l'obligation d'entretien du dispositif de traitement des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Disposition contre les pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau

et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles. L'exploitant détient un registre du personnel formé sur l'utilisation des kits d'interventions.

<p>Les engins mobiles seront stationnés, hors période d'activité, sur l'aire étanche.</p> <p>En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols.</p> <p>Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dangereux dans une filière adaptée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté la présence d'une aire étanche pour le ravitaillement et le stationnement de engins et le stationnement effectif des engins à l'arrêt. La présence de kit anti-pollution et la formation des agents à la manipulation de ces kits n'ont pas été vérifiées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures périodiques des niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore fait réaliser des mesures des niveaux sonores émis dans l'environnement. Ces mesures sont à réaliser avant juillet 2026 pour vérifier la conformité des niveaux émis à ceux admissibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions particulières aux tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit respecter les prescriptions applicables à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation d'une carrière. Les tirs de mines sont réalisés conformément aux dispositions de l'article 4.21.2 du présent arrêté relatives aux mesures de réduction d'impact.</p> <p>Pour chaque tir de mines, un plan de tir est établi et fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la zone de tir repérée par ses coordonnées ; - le nombre et la position des trous de mines ; - le numéro des détonateurs utilisés ou les dates de départ en cas d'utilisation de tir séquentiel ou non électrique ; - la charge des trous ; - la charge unitaire instantanée. <p>Sur les enregistrements recueillis, doivent être mentionnés :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - la date et l'heure de tir ; - la référence de l'enregistrement ; - les vitesses particulières ; - le lieu d'enregistrement ; - la distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir. <p>L'exploitant met en œuvre un système d'information avec la participation de la commune de Liouc pour la localisation des zones à risque. Le système d'information permet de communiquer par avance les jours et heures des tirs de mines. Un réseau de surveillance de l'évaluation des vibrations est également constitué par la mise en place des capteurs dans les zones identifiées à risque. Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier tir de mine réalisé sur le site date du 20 novembre 2025. L'exploitant a présenté le plan de tir présentant le nombre de trou, leur emplacement et leur charge. Cependant, aucune mesure de niveaux de vibrations émis lors de ce tir n'a été réalisé. De plus, l'exploitant n'a pas mis en place de système permettant d'informer la commune de Liouc des dates et heures de tir au préalable. Compte tenu de l'absence de mesure des vibrations lors du dernier tir de mine et de l'absence de mise en place d'une information auprès de la commune de Liouc lors des tirs, il est proposé à monsieur le préfet du Gard de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant se mette en conformité avec les dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2025 relatives de mesure des vibrations lors des tirs de mine et de mise en place d'une information auprès de la commune de Liouc lors des tirs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Phasage de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2025, article 8.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Phasage d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est exploitée selon le plan de phasage joint en Annexe 2 du présent arrêté. La dernière année de l'autorisation est dédiée à la finalisation de la remise en état du site. Les phases d'exploitation quinquennales sont les suivantes :</p> <p>Phase Exploitation 1-T+5</p> <p>L'exploitation reprend depuis le côté ouest et un second carreau commence à y être dessiné, à un niveau 255mNGF, repoussant les banquettes sur le côté ouest de l'exploitation. Les banquettes 270 et 285 mNGF sont utilisées pour la circulation. La remise en état démarre au niveau de la banquette à 300mNGF.</p>

Constats :
Les modalités actuelles d'exploitation du site sont conformes aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale. En effet, l'exploitation est à la phase T+0 à T+5 avec la poursuite de l'exploitation sur les zones autorisée initialement et le début d'exploitation sur une première zone d'extension au Nord-Ouest de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée :
L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats :
Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté deux accès à la carrière et à des zones dangereuses, à l'Est le long d'un chemin piétonnier, et à l'Ouest, dont le passage n'est pas limité par une clôture efficace ou un dispositif équivalent. Compte tenu du non-respect de limitation d'accès aux zones dangereuses aux tiers, il est proposé à monsieur le préfet du Gard de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu que l'exploitant se mette en conformité avec les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatives à l'interdiction d'accès aux zones dangereuses aux tiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Fronts d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts
Prescription contrôlée :
A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite du site, il a pu être constaté la présence d'un gradin dans la zone nord de la carrière, d'une hauteur d'environ 20 mètres sur un linéaire d'environ 50 mètres. L'exploitant a indiqué que ce gradins résulte du dernier tir de mine de novembre dernier, mal réalisé par l'entreprise sous-traitante. Il a par ailleurs précisé avoir changé de prestataire de tir pour le prochain tir qui devrait avoir lieu avant l'été.

Compte tenu du non-respect de la limite maximale à 15 mètres pour le gradin précité, il est proposé à monsieur le préfet du Gard de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant se mette en conformité avec les dispositions de l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatives à l'interdiction d'accès aux zones dangereuses aux tiers.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois